



CDEN du 11 décembre 2020 : bilan de la rentrée 2020

Déclaration liminaire de la FSU 73

Monsieur le Directeur Académique,

Monsieur le Préfet de la Savoie,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN de la Savoie,

Ce bilan de rentrée se tient dans un contexte bien particulier, morose, difficile, marqué par une crise à multiples facettes, à la fois sociale, sanitaire, économique et professionnelle.

La gestion lamentable de la crise sanitaire, a mis tous les personnels en difficulté. Au niveau du département, les personnels ATSS sont très sollicité.e.s, pour l'application du protocole sanitaire mais aussi parfois sur des missions qui ne relèvent pas de leur contrat comme la surveillance des élèves. La FSU demande que le département déploie les moyens nécessaires afin de ne pas épuiser les personnels, pour maintenir la qualité du service public rendu.

Les conditions de travail de tous et toutes se sont considérablement dégradées : charge de travail augmentée, protocoles sanitaires difficiles à appliquer et peu protecteurs, injonctions contradictoires, manque d'anticipation, effectifs chargés, manque de remplaçant.e.s, formations imposées, auto-évaluation des établissements...Quelle que soit leur mission, dans le 1^{er} comme dans le 2nd degré, qu'il s'agisse des "enseignant.e.s lambda" ou des enseignant.e.s spécialisée.e.s, des directeur.rice.s d'écoles ou des remplaçant.e.s TRB et TZR, des personnels ATSS ou des AESH, les personnels sont épuisés.

En parlant de crise, celle qui se joue entre le ministre de l'éducation nationale et les personnels est irréversible. Rarement ministre aura connu un tel discrédit chez les professeurs et l'ensemble des agent-es de l'éducation nationale. Nous, personnels des écoles et établissements scolaires, faisons face à de multiples contraintes qui compliquent notre quotidien professionnel, et n'avons pas à subir le mépris affiché par les cadres de notre Institution, à tous les échelons de la hiérarchie.

En témoignent, au Grenelle de l'Éducation, les échanges hors sol et ridicules censés réinventer l'École, menés entre autres par un rugbyman, une policière, un DRH d'un groupe privé, un psychiatre des armées ou encore une professeure de sciences des gestions... ayant tous en commun d'être allés à l'école étant petits, ce qui semble leur conférer une autorité en la matière. Ainsi on n'a trouvé autour de la table ni sociologue, ni spécialiste des sciences de l'éducation ou de

la formation des enseignantes et des enseignants. Une mascarade telle que la FSU a quitté le Grenelle.

Cet « épisode » s'inscrit dans la droite ligne de la suppression des instances paritaires que sont les CAPA et CAPD, et la fusion annoncée des CT et des CHSCT, qui vont à l'encontre de l'objectif d'amélioration des conditions de travail et du développement du dialogue social au sein de l'école dite de la « confiance ». En revanche, un récent sondage IPSOS pour notre fédération, la FSU, a montré que la confiance dans les organisations syndicales était importante chez les personnels. Le maintien d'un dialogue social de qualité est indispensable.

Impossible de ne pas revenir ici sur la gestion calamiteuse de la minute de silence et de l'hommage à notre collègue Samuel Paty, car ce bilan de rentrée s'inscrit également dans le contexte douloureux de l'après-assassinat de notre collègue, dont nous souhaitons en cet instant saluer la mémoire. En revenant sur la banalisation des deux heures le lundi de la rentrée, le ministre a franchi une étape supplémentaire dans le processus de maltraitance des personnels de l'Éducation nationale faite d'attaques délétères successives – nous avons d'abord été envoyés ramasser les fraises, puis qualifiés de profs décrocheurs... et on en passe.

La FSU rappelle une fois de plus que l'École a besoin de moyens pour remplir son rôle dans la société. Elle ne doit pas être paupérisée par le recrutement de plus en plus massif de personnels contractuels, proposant une éducation au rabais.

Bref, les motifs d'inquiétudes et de mécontentement des personnels sont réels, palpables, et leur ras-le-bol l'est tout autant. Pourtant, ça, les chiffres et autres statistiques de ce bilan de rentrée n'en rendront pas compte.

En réponse à ces crises, le gouvernement choisit de légiférer encore plus pour restreindre nos libertés et nos droits, réprimer encore plus alors que nous ne réclamons que davantage d'équité. Sous couvert de prévention contre le terrorisme, le fichage de la population sera étendu. L'article R.236-13 du Code de la sécurité intérieure, qui permettait jusqu'à présent de collecter des données sur les « activités politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales » est reformulé. Il porte désormais sur les « opinions politiques, des convictions philosophiques, religieuses... ou une appartenance syndicale ». Ces dérives autoritaires et liberticides sont insupportables.

La FSU demande la suppression du projet de Loi « sécurité globale », et l'abandon de l'article concernant le délit d'entrave du projet de Loi de programmation de la Recherche. La FSU dénonce également la loi sur les séparatismes, présentées le 9 décembre 2020 en conseil des ministres. 9 décembre 2020, jour du 115ème anniversaire de la loi de séparation des Églises et de l'État. L'occasion pour nous de rappeler notre attachement à la laïcité telle que définie par cette loi de 1905, à savoir un cadre, un principe d'organisation de la République qui garantit la mise en application effective de deux valeurs de la République : l'égalité de toutes et tous et une liberté fondamentale, la liberté de conscience. Or le projet, renommé « loi renforçant la laïcité et les principes républicains »,

porte en germe les divisions de la société française et la stigmatisation de la confession musulmane. Modifier la loi de 1905, comme le projette l'exécutif avec sa loi, risque de renforcer l'instrumentalisation de la laïcité, alors qu'elle devrait protéger de toutes les dérives.

Enfin, la FSU réclame un plan d'urgence pour l'éducation concernant la revalorisation, de meilleures conditions de travail, la création de postes en nombre suffisant, mais aussi et surtout la nécessité d'une autre politique éducative.

Nous, enseignant.e.s, avons à cœur de faire progresser nos élèves et leur donner les outils de leur émancipation. C'est grâce aux personnels de l'éducation qu'ils apprennent et grandissent, pas grâce à l'institution et au système.

Si l'école tient encore c'est parce que les personnels font front et qu'ils et elles portent à bout de bras le service public d'éducation grâce à leur conscience professionnelle et à leur volonté de faire réussir tous les élèves.

L'Éducation Nationale doit recruter des personnels titulaires en nombre suffisant, ce qui implique de garantir des conditions de travail décentes, une formation à la hauteur des enjeux et une rémunération revalorisée sur l'indice pour tou.te.s les personnels.

Merci de votre attention.